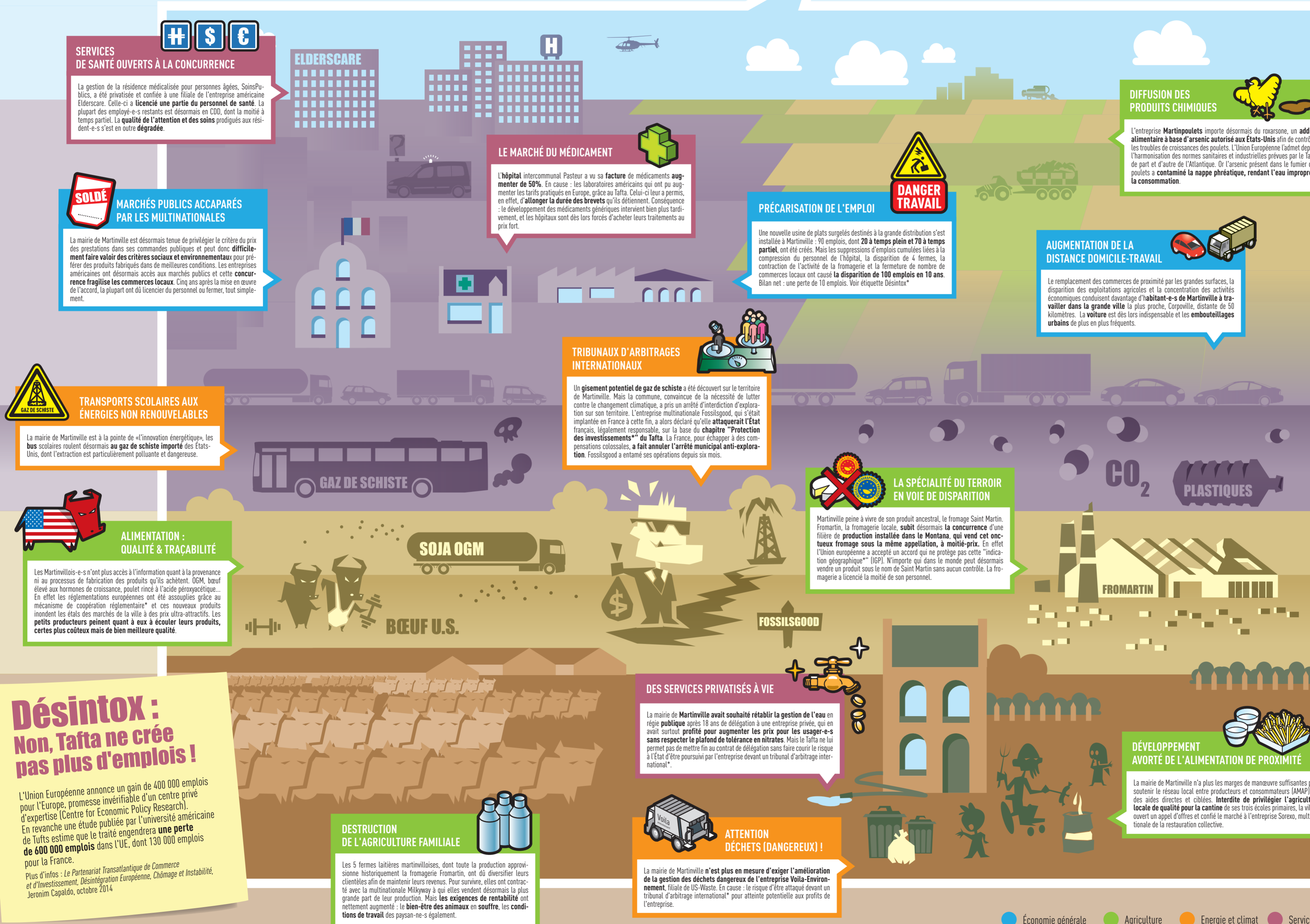


Martinville est une commune française de quelques 3000 habitant-e-s, tout ce qu'il y a de plus ordinaire. Ni riche ni pauvre, elle présente une économie mixte : plusieurs fermes agricoles, une industrie de transformation employant une main d'œuvre peu qualifiée mais également une fromagerie reconnue pour son AOC*, le "Saint Martin". Les services publics y ont une place importante : hôpital, maison de retraite. Martinville n'est pas particulièrement touristique, ni dans l'orbite d'une grande métropole économiquement attractive. Enfin, un gisement potentiel de gaz de schiste se trouve sur son territoire.

Cette infographie anticipe les conséquences dramatiques du Tafta pour la commune de Martinville, ses habitant-e-s et son environnement. Bien que fictive, elle s'appuie sur des faits entièrement réels : textes en discussions dans le cadre des négociations du Tafta, bien sûr, mais également les accords commerciaux antérieurs, les litiges passés face à des tribunaux d'arbitrage*, et les fuites concernant les demandes des grandes entreprises et de leurs lobbies.

EXPÉDITION EN TERRITOIRE TAFTA



SERVICES DE SANTÉ OUVERTS À LA CONCURRENCE

La gestion de la résidence médicalisée pour personnes âgées, SoinsPublics, a été privatisée et confiée à une filiale de l'entreprise américaine Elderscare. Celle-ci a **licencié une partie du personnel de santé**. La plupart des employé-e-s restants est désormais en CDD, dont la moitié à temps partiel. La **qualité de l'attention et des soins** prodigués aux résident-e-s s'est en outre **dégradée**.

SOLDÉ MARCHÉS PUBLICS ACCAPARÉS PAR LES MULTINATIONALES

La mairie de Martinville est désormais tenue de privilégier le critère du prix des prestations dans ses commandes publiques et peut donc **difficilement faire valoir des critères sociaux et environnementaux** pour préférer des produits fabriqués dans de meilleures conditions. Les entreprises américaines ont désormais accès aux marchés publics et cette **concurrence fragilise les commerces locaux**. Cinq ans après la mise en œuvre de l'accord, la plupart ont dû licencier du personnel ou fermer, tout simplement.

ELDERSCARE

LE MARCHÉ DU MÉDICAMENT

L'hôpital intercommunal Pasteur a vu sa **facture de médicaments augmenter de 50%**. En cause : les laboratoires américains qui ont pu augmenter les tarifs pratiqués en Europe, grâce au Tafta. Celui-ci leur a permis, en effet, d'**allonger la durée des brevets** qu'ils détiennent. Conséquence : le développement des médicaments génériques intervient bien plus tardivement, et les hôpitaux sont dès lors forcés d'acheter leurs traitements au prix fort.

PRÉCARISATION DE L'EMPLOI

Une nouvelle usine de plats surgelés destinés à la grande distribution s'est installée à Martinville : 90 emplois, dont **20 à temps plein et 70 à temps partiel**, ont été créés. Mais les suppressions d'emplois cumulées liées à la compression du personnel de l'hôpital, la disparition de 4 fermes, la contraction de l'activité de la fromagerie et la fermeture de nombre de commerces locaux ont causé la **disparition de 100 emplois en 10 ans**. Bilan net : une perte de 10 emplois. Voir étiquette Désintox*

DIFFUSION DES PRODUITS CHIMIQUES

L'entreprise **Martinpoulets** importe désormais du roxarsone, un **additif alimentaire à base d'arsenic autorisé aux États-Unis** afin de contrôler les troubles de croissance des poulets. L'Union Européenne l'admet depuis l'harmonisation des normes sanitaires et industrielles prévues par le Tafta de part et d'autre de l'Atlantique. Or l'arsenic présent dans le fumier des poulets a **contaminé la nappe phréatique, rendant l'eau impropre à la consommation**.

AUGMENTATION DE LA DISTANCE DOMICILE-TRAVAIL

Le remplacement des commerces de proximité par les grandes surfaces, la disparition des exploitations agricoles et la concentration des activités économiques conduisent davantage d'**habitant-e-s de Martinville à travailler dans la grande ville** la plus proche, Corpoville, distante de 50 kilomètres. La **voiture** est dès lors indispensable et les **embouteillages urbains** de plus en plus fréquents.

TRANSPORTS SCOLAIRES AUX ÉNERGIES NON RENOUVELABLES

La mairie de Martinville est à la pointe de «l'innovation énergétique», les **bus scolaires** roulent désormais au **gaz de schiste importé** des États-Unis, dont l'extraction est particulièrement polluante et dangereuse.

TRIBUNAUX D'ARBITRAGES INTERNATIONAUX

Un **gisement potentiel de gaz de schiste** a été découvert sur le territoire de Martinville. Mais la commune, convaincue de la nécessité de lutter contre le changement climatique, a pris un arrêté d'interdiction d'exploration sur son territoire. L'entreprise multinationale Fossilsgood, qui s'était implantée en France à cette fin, a alors déclaré qu'elle **attaquerait l'État français**, légalement responsable, sur la base du **chapitre "Protection des investissements"** du Tafta. La France, pour échapper à des compensations colossales, a **fait annuler l'arrêté municipal anti-exploration**. Fossilsgood a entamé ses opérations depuis six mois.

LA SPÉCIALITÉ DU TERROIR EN VOIE DE DISPARITION

Martinville peine à vivre de son produit ancestral, le fromage Saint Martin. Fromartin, la fromagerie locale, **subit désormais la concurrence** d'une filière de **production installée dans le Montana, qui vend cet onctueux fromage sous la même appellation, à moitié-prix**. En effet l'Union européenne a accepté un accord qui ne protège pas cette "indication géographique" (IGP). N'importe qui dans le monde peut désormais vendre un produit sous le nom de Saint Martin sans aucun contrôle. La fromagerie a licencié la moitié de son personnel.

ALIMENTATION : QUALITÉ & TRAÇABILITÉ

Les Martinvillois-e-s n'ont plus accès à l'information quant à la provenance ni au processus de fabrication des produits qu'ils achètent. OGM, bœuf élevé aux hormones de croissance, poulet rincé à l'acide peroxyacétique... En effet les réglementations européennes ont été assouplies grâce au mécanisme de coopération réglementaire* et ces nouveaux produits inondent les étals des marchés de la ville à des prix ultra-attractifs. Les **petits producteurs peinent quant à eux à écouler leurs produits, certes plus coûteux mais de bien meilleure qualité**.

GAZ DE SCHISTE

SOJA OGM

BŒUF U.S.

FROMMARTIN

DES SERVICES PRIVATISÉS À VIE

La mairie de **Martinville avait souhaité rétablir la gestion de l'eau** en régie **publique** après 18 ans de délégation à une entreprise privée, qui en avait surtout **profité pour augmenter les prix pour les usager-e-s sans respecter le plafond de tolérance en nitrates**. Mais le Tafta ne lui permet pas de mettre fin au contrat de délégation sans faire courir le risque à l'État d'être poursuivi par l'entreprise devant un tribunal d'arbitrage international*.

DÉVELOPPEMENT AVORTÉ DE L'ALIMENTATION DE PROXIMITÉ

La mairie de Martinville n'a plus les marges de manœuvre suffisantes pour soutenir le réseau local entre producteurs et consommateurs (AMAP) par des aides directes et ciblées. **Interdite de privilégier l'agriculture locale de qualité pour la cantine** de son école primaire, la ville a ouvert un appel d'offres et confié le marché à l'entreprise Sorexco, multinationale de la restauration collective.

DESTRUCTION DE L'AGRICULTURE FAMILIALE

Les 5 fermes laitières martinvilloises, dont toute la production approvisionne historiquement la fromagerie Fromartin, ont dû diversifier leurs clientèles afin de maintenir leurs revenus. Pour survivre, elles ont contracté avec la multinationale Milkyway à qui elles vendent désormais la plus grande part de leur production. Mais les **exigences de rentabilité** ont nettement augmenté : le **bien-être des animaux en souffre, les conditions de travail** des paysan-ne-s également.

ATTENTION DÉCHETS (DANGEREUX) !

La mairie de Martinville **n'est plus en mesure d'exiger l'amélioration de la gestion des déchets dangereux** de l'entreprise **Voila-Environnement**, filiale de US-Waste. En cause : le risque d'être attaqué devant un tribunal d'arbitrage international* pour atteinte potentielle aux profits de l'entreprise.

Désintox : Non, Tafta ne crée pas plus d'emplois !

L'Union Européenne annonce un gain de 400 000 emplois pour l'Europe, promesse invérifiable d'un centre privé d'expertise (Centre for Economic Policy Research). En revanche une étude publiée par l'université américaine de Tufts estime que le traité engendrera **une perte de 600 000 emplois** dans l'UE, dont 130 000 emplois pour la France.

Plus d'infos : Le Partenariat Transatlantique de Commerce et d'Investissement, Désintégration Européenne, Chômage et Instabilité, Jeronim Capaldo, octobre 2014

Glossaire

YAFYA : Accord transatlantique de libre-échange entre l'Union européenne et les États-Unis, également nommé TTIP ou PTCI en français.

Marchés publics : un marché public est une commande de l'État ou d'une collectivité territoriale au secteur privé pour répondre à ses besoins en termes de fournitures, services ou travaux.

IGP : indications géographiques protégées (Appellation d'origine contrôlée - AOC, Appellation d'origine protégée - AOP, etc.). Par exemple, le roquefort ne peut être vendu sous son nom que s'il a été produit dans la région concernée, avec des matières premières et selon un savoir-faire bien particuliers.

Tribunal d'arbitrage international : mécanisme de règlement des différends entre les investisseurs et les États. Introduit par le Tafta, il permettra aux entreprises étrangères d'attaquer devant une cour d'arbitrage privée les États souhaitant mettre en place des politiques sociales, environnementales ou autres, amoindrissant potentiellement leurs profits. L'entreprise de cigarettes Philip Morris a ainsi attaqué l'Australie pour sa politique de lutte contre le tabagisme (mise en place de paquets neutres). Il sera intégré au chapitre "protection des investissements" du Tafta.

Droit de douane : taxe à l'importation ou l'exportation d'un produit. Les droits de douanes, en moyenne, sont déjà très faibles de part et d'autre de l'Atlantique. Lorsqu'ils sont élevés, ils permettent de protéger certains secteurs fragiles à la concurrence internationale, à l'instar de l'agriculture.

Coopération réglementaire : création d'un conseil d'experts non élus qui veillera à ce que les lois et les réglementations futures ne s'opposent pas à la libéralisation du commerce transatlantique. Les entreprises bénéficieraient d'un accès privilégié au processus, leur permettant de «co-écrire» les lois et de repousser toute politique sociale ou environnementale.

Zone hors Tafta : se dit d'une collectivité locale (commune, département, région), d'une entreprise, d'un lieu culturel... qui ont adopté une motion symbolique se positionnant contre les négociations secrètes du traité et sa mise en oeuvre.

Chronologie Tafta

- **8 Juillet 2013**
Début des négociations entre les États-Unis et l'Union Européenne pour la signature d'un traité de libre-échange
- **Février 2014**
Les régions Île-de-France et Provence-Alpes-Côte-d'Azur demandent l'arrêt des négociations du traité et se déclarent donc «Zones Hors Tafta»
- **11 septembre 2014**
La Commission Européenne refuse la pétition européenne contre le Tafta, portée par plus de 500 organisations qui demandent l'interruption des négociations du traité.
- **11 octobre 2014**
Des centaines de milliers de personnes participent à des actions et à des manifestations dans 22 pays dans le monde
- **6 octobre 2015**
Premier anniversaire de la pétition européenne contre le Tafta : 3,2 millions de personnes originaires des 28 États membres sont signataires
- **10-17 octobre 2015**
Semaine d'action mondiale contre le Tafta, des centaines de rassemblements des deux côtés de l'Atlantique